



LA QUATRIÈME

# internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

## Après la grève du 1<sup>er</sup> février ■ Ne pas laisser enliser la volonté de combat

### HUGO BLANCO NE DOIT PAS MOURIR



Fusil au poing, Hugo Blanco parle aux paysans. (Lire nos articles en page 7.)

C'EST le jour du premier anniversaire de l'accord CGT-CFDT que les directions de ces deux confédérations ont décidé d'une grande journée de grève. Mais quel est le sens de ce mouvement d'ampleur nationale ?

Il est d'abord clair que cette journée vient répondre aux résolutions et déclarations de certaines fédérations et U.D. par lesquelles était réclamé un mouvement plus grand que celui du 17 mai. Il est indéniable, comme nous l'avons déjà dit, que ces déclarations correspondaient au mécontentement des salariés. Pour les directions confédérales, la pression montait suffisamment vite pour qu'apparaisse la nécessité d'ouvrir les soupapes: la sagesse commandait de les ouvrir en un moment voulu et non d'attendre d'y être contraint en un moment difficilement prévisible. Tout l'art de la manœuvre est d'avoir choisi une date pas trop éloignée des élections législatives.

L'accord P.C.-F.D.G.S. constitue un recul certain de la direction du P.C. devant ses partenaires bourgeois et sociaux-démocrates. Bien des salariés voient dans cet accord un simple marchandage électoral qui ne peut conduire très loin. Ce recul doit s'ajouter à celui de la direction C.G.T. qui, le 23 novembre, acceptait de battre en retraite devant les ordres d'un préfet.

Dans la mesure où les directions syndicales et politiques du mouvement ouvrier ne font pas preuve d'une volonté de se battre, pourquoi faudrait-il apporter des suffrages, le 5 mars, aux candidats ouvriers ? Le 1<sup>er</sup> février vient donc, non seulement pour répondre au mécontentement des travailleurs et aux pressions se manifestant dans les organisations syndicales, mais aussi pour redonner aux salariés une confiance dans les directions ouvrières.

La préparation du 1<sup>er</sup> février a été l'occasion de nombreuses hésitations à la base. Cela est compréhensible: les mouvements du premier semestre 1966, le 17 mai, le 14 juin, le 23 novembre n'ont rien apporté. Aucune victoire n'est à enregistrer, et l'on demande pourtant une fois de plus aux travailleurs de perdre une journée de salaire: mais pour gagner quoi cette fois encore ? C'est là une question qui amène des salariés et des syndiqués à hésiter.

Et il n'y a pas que cela: l'unité n'est pas réalisée. Bergeron publie un « Non au 1<sup>er</sup> février » (nous y reviendrons plus loin); la fédération C.F.D.T. des

(suite page 2) Antoine Vallon.

#### CERCLE KARL MARX

Vendredi 17 février 1967 à 20 h 30

Salle des Horticulteurs 84, rue de Grenelle Paris (7<sup>e</sup>) — Métro: Bac.

NATHAN WEINSTOCK de la C.S.T. de Belgique parlera d'

ISRAËL ET LA REVOLUTION ARABE

(Voir article en page 7.)

# Que faire les 5 et 12 mars ?

## Résolution sur les élections législatives adoptée par le XIX<sup>e</sup> Congrès du P.C.I.

La grande majorité de la population, et notamment des travailleurs, suit d'ores et déjà la campagne électorale et participera aux élections législatives des 5 et 12 mars. Ces élections constitueront de ce fait un moment important de la vie politique à l'égard duquel il ne peut être question d'adopter une attitude d'abstention. Mais, inversement, nous savons qu'elles ne peuvent en aucune façon transformer la société. Elles seront une manifestation qui permettra une mobilisation des forces sociales et, dans une certaine mesure, entraveront ou faciliteront certains développements en fonction de leurs résultats.

Contre les candidats du gaullisme, contre ceux des formations réactionnaires de droite et d'extrême droite, la politique des deux grands partis ouvriers ne permet pas de faire de ces élections une manifestation classe contre classe des travailleurs contre le système capitaliste et pour le socialisme. Le parti socialiste est associé, dans la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, à des formations bourgeoises qui, d'ailleurs, tirent ce groupement électoral en direction d'une alliance ou d'accords avec des formations situées encore plus à droite. Ce bloc se présente sans une position claire contre l'agression de l'impérialisme américain au Vietnam.

Le Parti communiste français, par son programme réformiste de « démocratie véritable », par son cartel électoral avec la F.G.D.S. ne montre pas aux travailleurs la seule solution valable dans cette période d'impuissance de la démocratie bourgeoise et d'Etat fort au service du capital. Quant au P.S.U., s'il présente un éventail bigarré de candidats allant d'un socialisme de gauche assez accusé à un technocratisme néo-capitaliste peu différent de celui des « gaullistes de gauche », cette formation vient de conclure des accords avec la F.G.D.S. qui favorisent

l'élection de candidats conventionnels, radicaux et de certains sociaux-démocrates qui n'ont rien de commun avec la classe ouvrière.

Pour des raisons de force numérique, le Parti communiste internationaliste (Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) se trouve dans l'impossibilité de mener une campagne électorale suffisamment étendue à l'échelle nationale pour permettre aux travailleurs d'avant-garde de faire une manifestation de classe sur un programme marxiste révolutionnaire. Une présentation limitée à une ou deux circonscriptions ne saurait avoir un écho suffisant.

Dans cette consultation, telle qu'elle est engagée, en fonction des lois de la V<sup>e</sup> République et de l'évolution des partis ouvriers, ce ne sont pas les programmes en présence qui permettront de définir les rapports de classes dans le pays, mais c'est seulement la place des partis politiques par rapport aux diverses classes sociales.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la majorité de la classe ouvrière française, y compris ses couches les plus militantes, a voté pour les candidats du P.C.F., tandis que le Parti socialiste n'a eu, parmi ses électeurs, qu'une partie minoritaire et politiquement plus arriérée de la classe ouvrière.

Malgré toutes les expériences, la masse des travailleurs continue à voir essentiellement dans le P.C.F., le parti qu'elle croit capable de réaliser ses aspirations. C'est pourquoi, pour donner la force la plus grande à un simple vote d'opposition de classe, le Parti Communiste Internationaliste (Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) appelle tous les travailleurs et tous les partisans d'une société socialiste à voter au premier tour pour les candidats du P.C.F. dont le plus ou moins grand succès sera ressenti

partout et par tous moins comme une mesure de la puissance de ce Parti que comme la manifestation de la situation de la classe ouvrière en France.

Ce vote ne signifie en aucune façon l'acceptation de la politique du P.C.F. En particulier, il ne peut signifier l'approbation de l'accord passé avec la F.G.D.S. Au deuxième tour, le P.C.I. appellera à voter, non pour « le candidat de gauche », mais pour le candidat ouvrier le mieux placé. Par candidat ouvrier, nous entendons un candidat soit du P.C.F. soit du P.S. ou du P.S.U., à condition que cette étiquette ne recouvre pas des candidats manifestement étrangers au mouvement ouvrier, comme Mendès-France ou Lacoste. Partout, nous engageons les militants d'avant-garde, syndicalistes et tous les travailleurs conscients à intervenir dans les réunions publiques des partis ouvriers pour faire connaître les véritables aspirations de la classe ouvrière, la condamnation de la collaboration de classes et l'exigence d'une politique de lutte de classes.

Une réédition des combinaisons des partis ouvriers avec des formations bourgeoises (comme le Front populaire, le tripartisme, etc.) ne pourrait, si elle aboutissait à une majorité gouvernementale, qu'engager à nouveau le processus de capitulation qui n'a jamais servi, en définitive, que la réaction. Seul un front unique des partis ouvriers sur un programme nettement anti-capitaliste permettrait de mobiliser les grandes masses travailleuses pour chasser le régime gaulliste et instaurer un gouvernement des travailleurs s'attaquant au régime capitaliste en entreprenant la construction d'une société socialiste. A tous ceux qui votent pour les partis ouvriers traditionnels, nous demandons de manifester une telle exigence, qui seule peut préparer un dépassement de la situation actuelle et le débordement des directions acquiescentes à la collaboration de classes.